



Déclaration de la FSU CSA A du 16 octobre 2025

3 journées de grande mobilisation, et ce, dès la rentrée. En effet, ce CSA-A se tient suite à des mobilisations sociales d'ampleur. Après la journée du 10 puis celle du 18 septembre et du 2 octobre, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales dans un cadre interprofessionnel, les agents et agentes de la Fonction Publique étaient aussi dans la rue pour demander un autre budget pour les services publics et, notamment, pour l'école. La FSU n'acceptera pas que l'école soit sacrifiée sur l'autel d'une politique économique de l'offre qui a échoué et qui a participé au creusement des déficits de la France.

5ème gouvernement depuis la dissolution de l'Assemblée en juin 2024. Alors que la gouvernance des services publics en général et de l'école publique en particulier nécessite une politique sur du temps long, nous assistons à une interminable fuite en avant. Les épisodes de nomination, démission et reconduction qui se succèdent nous plongent dans un climat d'instabilité et d'incertitude politique inquiétante.

14h26, temps record historique du dernier gouvernement. Cet épisode ne peut que renforcer la crise de confiance dans les institutions et la démocratie. La FSU alerte solennellement : c'est l'extrême droite qui, une nouvelle fois, peut tirer profit de cette crise en se nourrissant du désespoir social et politique né de politique hostile au monde du travail.

7 ans de macronisme. Cette politique a fragilisé l'ensemble des services publics, en particulier l'école et ses personnels. Le sort qui est fait à l'école publique nourrit les inégalités actuelles et de demain. Il est plus que temps d'arrêter les dégâts et d'investir massivement dans la formation des plus jeunes. La FSU exige pour l'école et les services publics un autre budget, construit sur plus de justice fiscale, leur permettant de fonctionner correctement, de répondre aux enjeux sociaux, économiques et écologiques. Il est encore temps d'investir dans le bien commun, dans notre école, pour la formation de nos jeunes, et de rendre plus égalitaire un système éducatif aujourd'hui à bout de souffle. L'école publique doit redevenir une priorité. L'égalité doit devenir une valeur concrète, notamment pour les jeunes issu·es des milieux populaires. Pour cela, le développement du service public d'éducation est essentiel. D'autres choix politiques sont possibles. Une autre école peut être mise en œuvre. Pourtant, le ministère persiste à vouloir imposer une école dont les personnels ne veulent pas, une école qui maltraite les élèves et les personnels, qui fait de la culture une variable d'ajustement, qui trie les élèves de plus en plus jeunes et enferme les jeunes issu·es des milieux populaires dans des parcours courts, réduisant leurs possibilités de poursuite d'études dans le supérieur. C'est pourquoi la FSU exige l'abrogation de la réforme de la terminale Bac Pro et demande la réouverture immédiate des crédits affectés à

la part collective du Pass Culture et demande plus largement que l'État assume tous les besoins éducatifs de l'École publique.

34 ministres dans le nouveau gouvernement et notamment Edouard Geffray à l'Education Nationale qui, en 2019 a qualifié le suicide de C. Renon a un accident dans l'escalier. Ce ministre connaît très bien le ministère et pour cause, pendant 5 ans il a été le chef d'orchestre des réformes qui ont contribué à l'état désastreux de l'Education Nationale.

5 ans aujourd'hui après l'assassinat de Samuel Paty et 2 ans après celui de Dominique Bernard. Nos deux collègues ont été assassinés, car ils étaient des professeurs de l'école publique laïque, celle que nous défendons tous les jours. Celle qui pose les conditions de l'émancipation en protégeant de tout prosélytisme, en faisant grandir ensemble nos élèves. Celle qui œuvre pour travailler sur les questions de libertés d'expression et de laïcité. Mais l'école ne peut continuer à faire face, seule, à tous les maux de la société. Faute de moyens et d'ambition pour son développement, faute d'une défense véritable face aux attaques qu'elle subit, l'école publique laïque est aujourd'hui abîmée.

0 inspection réalisée dans les établissements privés dans notre académie en 2023 et 2024. Nous avons déjà attiré l'attention des services de l'État sur un établissement sous contrat qui met en avant dans sa communication externe sur son site internet la non-mixité en ces termes : « *La non-mixité [...] à partir de la classe de 6^{ème} évite aux garçons d'autres préoccupations que leurs études et permet le développement de toutes leurs facultés. Elle favorise en outre le développement de l'esprit de camaraderie et facilite les amitiés vraies et durables.* »

Comment envisager que « **l'École porte à tous niveaux le message de l'égalité entre les filles et les garçons et participe à modifier la division sexuée des rôles dans la société** » quand les garçons sont séparés des filles avec l'aval de notre administration ?

La FSU continue de dénoncer le financement public à plus de 75 % de ces établissements qui organisent la discrimination sociale et sèment dans notre société des opposants aux valeurs de notre République. Nous rappelons que : « **La laïcité est l'une des valeurs essentielles de la République.** Elle est un principe protecteur des élèves. Le droit de penser et de croire librement pour chaque élève nécessite de prémunir les écoles, les collèges et les lycées de toute emprise politique, religieuse ou idéologique. »

Enfin, suite à la reconnaissance de la spécialité infirmière votée dans la loi de juin 2025, la FSU va être vigilante à sa mise en œuvre au sein de l'éducation nationale. C'est une avancée majeure pour notre profession, mais qui ne doit pas faire oublier les difficultés rencontrées sur le terrain depuis la rentrée. Tous les professionnels psy-en, as, médecin scolaire et INFENES s'accordent pour dire que cette rentrée se fait sous le signe de la souffrance au travail. Chacun et chacune, doit répondre à un nombre croissant de demandes : bilans, tests, orientation, protection de l'enfance, mise en place de nouveaux PAI notamment liés aux refus scolaires, nombre de consultations de premiers recours qui explosent dans les infirmeries notamment liées à la santé mentale. L'absence de création de poste, et la gestion

de cette pénurie entrave nos missions d'accompagnement des élèves dans leur réussite scolaire et de bien-être, et dégrade nos conditions de travail. Nous continuons de dénoncer l'utilisation de l'application "lien" et ses dysfonctionnements répétés depuis la rentrée, ainsi que les modifications apportées sur les diagnostics infirmiers sans tenir compte des propositions faites par la FSU.

La FSU exige une rupture claire avec les politiques économiques, sociales et environnementales. Un changement de méthode est aussi nécessaire. Passage en force sur la réforme des retraites, mépris pour les mobilisations, promulgation de la loi Duplomb contre une immense mobilisation citoyenne, absence de réponses aux mobilisations des dernières semaines contre l'austérité, répression policière des manifestations... Emmanuel Macron, par une pratique verticale du pouvoir et en ignorant délibérément les organisations syndicales, a aussi fragilisé la démocratie sociale, aggravant de fait la crise politique.